RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ONISEP L'INFORMATION POUR L'ORIENTATION

Juriste d'entreprise

Protéger les intérêts de sa société sur les plans commercial, fiscal, social..., telle est la mission du ou de la juriste d'entreprise, généraliste ou spécialisé/e dans un domaine comme les contrats ou les contentieux.

SOMMAIRE

Le métier

Compétences requises

Où l'exercer ?

Les études

Emploi et secteur

Salaire du débutant

Pour aller plus loin

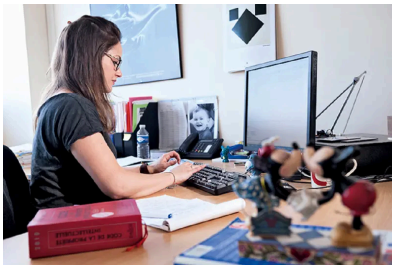
Niveau minimum d'accès : **bac + 5**

Salaire débutant : **3300 €**

Statut : **Statut salarié**

Secteurs professionnels : Automobile, Banque - assurances, Bâtiment et travaux publics (btp), Commerce et distribution, Construction aéronautique, ferroviaire et navale, Droit et justice, Énergie, Industrie chimique, Mécanique

Centres d'intérêt : J'ai le sens du contact, Je souhaite faire respecter la loi, les règles



© Grégoire Maisonneuve/Onisep

Le métier

Études et conseil

Choisir le régime fiscal le plus favorable, mener à bien un plan social, établir et négocier des contrats..., le ou la juriste protège et défend les intérêts de la société qui l'emploie. Il ou elle joue un rôle de conseil en informant les différents services (ressources humaines, direction financière, direction commerciale...) des lois en vigueur. Il ou elle accompagne les démarches et les projets en cours en s'appuyant sur sa parfaite connaissance des réglementations.

Veille juridique

Une nouvelle législation s'applique à la fiscalité, au régime des retraites, au contentieux entre deux sociétés ? Pour éviter tout manquement à la loi, ce ou cette juriste se tient informé/e de l'évolution du droit. Il ou elle exerce par ailleurs une veille permanente afin d'interpréter, d'appliquer et d'expliquer les textes à ses collaborateurs et clients.

Spécialisation et expertise

De plus en plus souvent, le ou la juriste affine ses compétences en se spécialisant dans des domaines porteurs : les contrats, la concurrence, le droit social, l'environnement, les brevets, la propriété intellectuelle... Les employeurs, en particulier les grands groupes, recherchent une expertise.

Compétences requises

Des solutions concrètes

Doté/e d'une excellente mémoire, le ou la juriste connaît parfaitement son domaine d'intervention : droit du travail, fiscalité, contrats, contentieux, droit immobilier... sans oublier le monde de l'entreprise, de l'économie et de la finance. Ses principaux atouts ? Utiliser ses connaissances de la législation en s'adaptant aux situations très concrètes qu'il ou elle rencontre et en apportant des réponses précises.

La pratique de l'anglais est devenue indispensable.

Rigueur et objectivité

Aisance écrite et orale, capacité d'analyse et de synthèse associées à une grande rigueur sont des qualités indispensables pour comprendre la problématique d'un dossier et la résoudre. De plus, le ou la juriste doit faire preuve d'objectivité, afin d'éviter de porter des jugements de valeur dans son interprétation de la législation.

Où l'exercer ?

Proche de la direction

À la différence de l'avocat/e, qui travaille généralement pour sa propre clientèle, ce ou cette juriste est salarié/e d'une entreprise. Dans les grandes sociétés ou les groupes internationaux, il ou elle intègre généralement la direction générale où il ou elle est rattaché/e à l'une des directions (financière, par exemple).

Loin de travailler seul/e, il ou elle prend part à toutes les décisions commerciales, financières et techniques. Son rôle devenant de plus en plus stratégique, il n'est pas rare qu'il ou elle soit associé/e aux choix effectués par le comité de direction.

Au bureau et en rendez-vous

Son activité varie selon la taille de l'entreprise qui l'emploie et le secteur d'activité concerné. Dans un groupe travaillant à l'international, il ou elle peut être amené/e à voyager régulièrement. Dans une société plus petite, il ou elle passe plus de temps au bureau. Pour certains dossiers, le ou la juriste collabore avec d'autres professionnels du droit, notamment des avocats extérieurs à l'entreprise.

Les études

Après le bac

5 ans pour obtenir un master en droit dans l'une des nombreuses spécialités proposées (droit de l'entreprise, droit fiscal, droit du travail, droit du commerce international, droit de l'environnement...). Le DJCE (diplôme de juriste-conseil d'entreprise) ou les doubles cursus (droit-école de commerce, droit-IEP) sont un plus.

bac + 5

→ Diplôme de juriste conseil d'entreprise

→ Diplôme du programme grande école de BSB

→ Diplôme en management et gestion des entreprises (PGE) de l'ESDES

→ Master mention droit de l'environnement et de l'urbanisme

→ Master mention droit des affaires

→ Master mention droit des assurances

→ Master mention droit et management des vins et des spiritueux

→ Master mention droit public des affaires

→ Master mention droit social

bac + 6

→ Mastère spé. juriste Manager international

Emploi et secteur

Surtout dans les grandes entreprises

On dénombre plus de 15 000 juristes d'entreprise en France. Les sociétés de plus de 500 salariés et les administrations restent leurs principaux employeurs. Les très grands groupes n'hésitent pas à constituer une direction juridique associant plusieurs juristes spécialisés. Les opportunités sont en revanche plus limitées dans les PME-PMI. En effet, les entreprises de moins de 500 salariés emploient souvent un ou une juriste généraliste ou recourent aux services d'un cabinet d'avocats.

Parmi les principales branches du droit les plus recherchées, on trouve le droit des contrats, le droit des sociétés, les contentieux, le droit de la propriété intellectuelle et industrielle, ou encore le droit social.

Une fonction stratégique

Le rôle du ou de la juriste en entreprise est devenu stratégique, avec, à la clé, une revalorisation du métier. Les doubles profils (master de droit + diplôme de juriste-conseil d'entreprise [DJCE] ou master de droit + école de commerce, institut d'études politiques [IEP] ou diplôme de droit anglo-saxon) ont particulièrement la cote auprès des employeurs.

Secteur

Ce métier peut être exercé dans tous les secteurs d'activité : agriculture ; BTP ; commerce et services ; énergie ; industrie.

Automobile

Banque - Assurances

Bâtiment et travaux publics (BTP)

Commerce et distribution

Construction aéronautique, ferroviaire et navale

Droit et justice

Énergie

Industrie chimique

Mécanique

Salaire du débutant *

À partir de 3300 euros brut par mois.

* variable en fonction du lieu d'exercice, du statut.

Pour aller plus loin

Sur le web

Site du ministère de la Justice : informations sur les métiers et les concours de la justice

Site de la Fédération nationale pour le droit de l'entreprise

Carrières juridiques

Librairie

PARCOURS

Droit



Paru le 06/06/2024
Broché • 12,00 €
PDF • 8,00 €



PARCOURS

Les métiers de la gestion, de la comptabilité et des ressources humaines

Paru le 07/05/2021
Broché • 12,00 €
PDF • 8,00 €



PARCOURS

Environnement et développement durable

Paru le 04/11/2024
Broché • 12,00 €
PDF • 8,00 €

Centres d'intérêt

J'ai le sens du contact →

Je souhaite faire respecter la loi, les règles →

Autres métiers à découvrir

- Juriste en droit social
- Juriste nouvelles technologies
- Juriste international
- Juriste droit des affaires
- Juriste contentieux